

Climat : le leadership européen fragilisé

Les ministres de l'environnement de l'UE ont adopté une fourchette large de baisse des émissions d'ici à 2035

L'Union européenne (UE) n'arrivera finalement pas les mains vides à la conférence mondiale sur le climat (COP30), au Brésil, en novembre. Cependant, rien n'assure qu'elle a les épaules assez solides pour confirmer son leadership en matière climatique.

Lors d'un conseil organisé à Bruxelles, jeudi 18 septembre, les ministres de l'environnement ont adopté une « déclaration d'intention » sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre des Vingt-Sept à l'horizon 2035. Ils ont approuvé une fourchette de baisse, comprise entre -66,25 % et -72,5 % par rapport à 1990. Un compromis que les États affirmeront et valideront ultérieurement, lorsqu'ils parviendront à s'entendre sur leur trajectoire d'ici à 2040, dont l'ambition n'est pas garantie.

Il y avait urgence à trouver un premier terrain d'entente. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a convié les pays du monde entier à annoncer, mercredi 24 septembre, leurs nouvelles *nationally determined contributions* (NDCs, contributions déterminées au niveau national), soit les feuilles de route climatiques précisant comment chacun compte participer aux efforts mondiaux d'ici à 2035.

« Une non-décision »

Ces « plans climat » attendus avant la COP30 seront synthétisés par l'ONU en octobre. Trente-six pays les ont déjà soumis et autour de 80 autres devraient être au rendez-vous d'ici à la semaine prochaine, dont la majorité des *grands pollueurs*, y compris la Chine – les États-Unis l'avaient fait sous l'administration Biden.

« Cette fourchette savère en moyenne très ambitieuse. Il y a peu de pays dans le monde qui peuvent dire la même chose », a déclaré Wopke Hoekstra, le commissaire européen au climat, lors d'une conférence de presse. Pour nombre d'experts, cet accord minimaliste laisse pourtant un goût amer. « Notre NDC fait l'objet d'une non-décision entre deux trajectoires. Nous devons absolument choisir », estime l'eurodéputé (Renew) Pascal Canfin, rappelant que la « *décarbonation de notre industrie est un pilier de notre souveraineté* ».



Les ministres européens de l'environnement, réunis à Bruxelles, le 18 septembre. SIERAKOWSKI FREDERIC/EU

Un diplomate européen regrette que cette fourchette « *très large dilue l'ambition* », alors que la borne basse (-66,25 %) ne permet ni de limiter le réchauffement à 1,5 °C ni de refléter l'ambition européenne réelle. « Si on avait pu avoir une négociation opaquee sur la cible 2040, les États membres, y compris la Pologne, auraient accepté une NDC plus ambitieuse qu'on aurait pu présenter au rendez-vous des Nations unies », assure-t-il, prévenant que la réputation et l'influence européennes vis-à-vis des pays en développement risquent d'être « entachées ».

En juillet, la Commission a mis sur la table une proposition législative relativement ambitieuse : réduire les émissions de gaz à effet de serre du Vieux Continent de 90 %, à l'horizon 2040, par rapport à 1990, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050.

La présidence tournante danoise de l'UE proposait, à l'origine, d'adopter cette cible lors du conseil des ministres de l'environnement de jeudi, à la majorité

qualifiée, et d'en faire découler la NDC 2035. Néanmoins, certains pays, France et Pologne en tête, ont souhaité repousser cette discussion au prochain conseil européen, qui rassemblera les chefs d'État et de gouvernement, les 23 et 24 octobre.

« C'est une perte de temps et de crédibilité monumentale », a regretté le ministre de l'environnement luxembourgeois, lors du conseil, jeudi. Nous devons les citoyens, nuisons aux entreprises et perdons la confiance hors de l'UE. » Alors que le multilatéralisme climatique est déjà ébranlé par le départ des États-Unis de l'accord de Paris, « la France a pris le risque de mettre en péril l'équilibre européen sur l'ambition climatique, et le consensus selon lequel chacun doit faire des concessions pour la cause commune », déplore le diplomate européen.

Jeudi, à défaut de décision, les ministres de l'environnement se sont contentés d'exposer leurs arguments autour de la cible 2040. Ils ont laissé transparaître des frac-

tures internes et des visions divergentes de la transition que doit poursuivre l'UE face au protectionnisme agressif du président des États-Unis, Donald Trump, et à la domination de la Chine dans les technologies propres.

Une majorité de pays européens soutiennent la cible de -90 % en 2040. Le Danemark, l'Espagne, le Portugal, la Suède, la Finlande, l'Estonie, mais aussi l'Allemagne et l'Autriche, se sont prononcés en faveur d'efforts importants dans la lutte contre la crise climatique. Beaucoup ont rappelé le fardeau déjà lourd qu'elle fait peser sur les États membres, entre les vagues de chaleur, qui ont provoqué 24 400 morts cet été dans l'UE, et les incendies, qui ont détruit plus de 1 million d'hectares depuis le début de l'année, entraînant des émissions carbone record depuis vingt-trois ans.

A l'inverse, d'autres États, comme la Pologne, la Hongrie, la République tchèque ou la Slovaquie, s'opposent à cet objectif qu'ils considèrent comme inac-

cessible et irréaliste. « Le plafond maximum pour nous est de 83 %, et il va nous coûter très cher », a assuré la ministre de l'environnement polonaise, Paulina Hennig-Kloska. La Hongrie a plaidé pour ne « pas surcharger les États membres de difficultés ». Ces pays demandent une étude d'impact pour les économies de chaque État membre, de pouvoir réévaluer régulièrement la cible 2040 et, surtout, une aide financière.

« Besoin de flexibilité »

La France a, quant à elle, appelé à une « *ambition climatique forte* », tout en se gardant d'endosser, et même d'évoquer, le chiffre de -90 %. La ministre de la transition écologique démissionnaire, Agnès Pannier-Runacher, a égrené une longue liste de « *prérequis fondamentaux* » permettant d'adopter la cible 2040 sans nuire à la compétitivité de l'industrie européenne : distinguer des objectifs de réduction brute et nette (ces derniers incluant les puits de carbone, comme les forêts, très

Les États pourraient revenir sur l'objectif de fin de vente des véhicules thermiques en 2035

dégradés), revoir la répartition de l'effort entre les pays ou obtenir des mesures « *commerciales plus ambitieuses* » pour soutenir l'acier européen.

Paris plaide également pour limiter le recours aux crédits carbone internationaux, un sujet de division entre les États membres : certains souhaitent voir cet outil décrié plafonné à 3 % de la cible 2040 à partir de 2036, quand d'autres, comme la Pologne, défendent une marge de manœuvre plus grande (jusqu'à 10 %, et ce dès 2031). La France, comme l'Allemagne, s'efforce aussi de ménager son opinion publique, alors quel'extrême droite et la droite ont fait de la transition leur bouc émissaire. « Nous avons besoin de flexibilité (...), sinon la transition écologique risque d'alimenter les inégalités et les désillusions », a plaidé le ministre de l'environnement italien, Gilberto Pichetto Fratin.

Trouver un terrain d'entente les 23 et 24 octobre sera une gageure, d'autant qu'il faudra arracher une unanimité. « Ce report est dangereux, car il offre un pouvoir de veto, et donc une forte capacité de nuisance, aux pays climatosceptiques qui veulent freiner la transition, prévient Neil Makaroff, le directeur du groupe de réflexion Strategic Perspectives. Parvenir à un accord risque de se faire au prix de fortes concessions. »

ANDRÉY GARRIC

L'Australie veut convaincre de son engagement pour le climat

Canberra, candidat à l'organisation de la COP31, se fixe une cible pour 2035 allant de 62 % à 70 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre

SYDNEY - correspondance

Ambitieux et « réalisable » sont les deux maîtres mots que s'était données le gouvernement australien pour déterminer son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2035. Jeudi 18 septembre, après des mois de spéculation, le premier ministre Anthony Albanese a annoncé que Canberra viserait une fourchette comprise entre 62 % à 70 % par rapport aux niveaux de 2005. Avec cet engagement, l'Australie entend afficher sa volonté de rejoindre le camp des bons élèves dans la lutte contre le dérèglement climatique. Le pays brigue, aux côtés des États insulaires du Pacifique, l'organisation de la COP31 en 2026.

« Il s'agit d'un objectif responsable, fondé sur la science, soutenu par un plan concret pour y parvenir et reposant sur des technologies éprouvées », s'est félicité M. Albanese, lors d'une conférence de presse, soulignant qu'il avait suivi l'avis de la Climate Change Autho-

rity. Cette agence gouvernementale indépendante est chargée de conseiller les autorités en s'appuyant sur les recommandations scientifiques tout en considérant le contexte international, les aspects économiques ou encore le rythme du développement technologique. L'organisme a préféré établir une fourchette afin de « rester flexible pour faire face à tous les défis », a expliqué son président, Matt Keen. Les ministres qui se sont ensuite succédés à la tribune ont longuement insisté sur le caractère ambitieux de cet objectif « comparable à celui de l'Union européenne ».

Pour les organisations de défense du climat et une partie de la communauté scientifique, qui défendaient un minimum de 75 % pour que le réchauffement ne dépasse pas 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, la majorité travailliste aurait dû être plus audacieuse et, surtout, éviter une fourchette aussi large, qui implique qu'elle pourrait se contenter du seuil le plus bas de 62 %. Tout plan

« sans stratégie de sortie du charbon, du pétrole et du gaz, n'est pas un plan climatique, c'est un déni de justice climatique. Les peuples du Pacifique subissent déjà les pertes causées par chaque fraction de degré supplémentaire de réchauffement », a dénoncé Fenton Lutunatabua, de l'organisation 350.org.

Ressources minières

Les États insulaires du Pacifique Sud misent sur la coorganisation de la COP31 pour attirer l'attention du monde sur leurs archipels rongés par la montée des eaux. Au-delà de 1,5 °C, certains d'entre eux sont condamnés à disparaître. Depuis des années, ils ne cessent de faire pression sur leur puissant voisin afin qu'il renonce aux nouveaux projets fossiles.

Pendant les neuf années de règne conservateur, de 2013 à 2022, l'Australie, dont la prospérité économique repose en grande partie sur l'exportation de ressources minières, s'était enfoncée dans le rôle de mauvais élève en échouant à adopter une stratégie

climatique. A son arrivée au pouvoir en 2022, l'exécutif travailliste a pris le problème à bras-le-corps, fixant un objectif de réduction des émissions de 43 % d'ici à 2030 pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Avec pour ambition de faire de l'Australie une superpuissance des énergies renouvelables et de préserver l'économie, le gouvernement a mis en œuvre une série de mesures afin de moderniser les infrastructures énergétiques du pays, de renforcer la régulation des grandes entreprises polluantes ou encore d'introduire des normes

climatique. A son arrivée au pouvoir en 2022, l'exécutif travailliste a pris le problème à bras-le-corps, fixant un objectif de réduction des émissions de 43 % d'ici à 2030 pour atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050.

Avec pour ambition de faire de l'Australie une superpuissance des énergies renouvelables et de préserver l'économie, le gouvernement a mis en œuvre une série de mesures afin de moderniser les infrastructures énergétiques du pays, de renforcer la régulation des grandes entreprises polluantes ou encore d'introduire des normes

L'exécutif veut faire du pays une superpuissance des énergies renouvelables et préserver l'économie

des émissions pour les voitures neuves. Mais le déploiement de nouvelles énergies renouvelables a pris du retard. Au rythme actuel, l'Australie devrait à peine dépasser les 50 % de réduction des émissions d'ici à 2035 alors qu'une étude, publiée lundi 15 septembre, a révélé les conséquences désastreuses d'un changement climatique supérieur à 2 °C sur les industries australiennes, les ménages et la santé de la population.

En dévolant ce nouvel objectif, le gouvernement a présenté un plan actualisé et chiffré, visant à accélérer la transition. Il reste le problème des énergies fossiles auxquelles les autorités n'ont pas renoncé, dominant leur aval à plus d'une dizaine de nouveaux projets depuis 2022 dont le maintien en activité, jusqu'en 2070, du mégacomplexe gazier North West Shelf au large de la côte ouest australienne. Elles affirment que le gaz restera une énergie de secours nécessaire.

Face à une opposition réfractaire, qui dénonce les coûts pour le

pays, la majorité tente de trouver un compromis aussi réaliste qu'acceptable pour organiser cette transition majeure pour l'économie australienne. « Évidemment, l'Australie aurait pu viser plus haut, mais il faut aussi tenir compte de ce qui est techniquement réalisable. L'objectif annoncé pousse le secteur privé d'une manière inédite, ce qui est positif et nécessaire, dès lors que l'Australie s'est portée volontaire pour accueillir la COP31. Avec un objectif plus faible, les partenaires du Pacifique se seraient sans doute retirés », estime Robyn Eckersley, spécialiste en politiques environnementales à l'université de Melbourne.

M. Albanese présentera son objectif à l'Assemblée générale de l'Organisation de Nations unies, le 24 septembre. En marge de celle-ci, il prévoit également de rencontrer le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, dans l'espoir de le convaincre de retirer la candidature de son pays, seul autre prétendant à l'organisation de la COP31. ■

ISABELLE DELIBRA